
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AOÛT 1928.

Projet de loi

portant approbation de la Convention consulaire conclue,
le 12 juin 1928, entre la Belgique et la Pologne.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

J'ai l'honneur, d'après les ordres du Roi, de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint, portant approbation de la Convention Consulaire conclue le 12 juin 1928 entre la Belgique et la Pologne.

Cette Convention, qui a pour objet de déterminer d'une manière positive les privilèges, immunités et attributions des agents consulaires des parties contractantes, ainsi que les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, concorde, quant au fond, avec celles du même genre déjà conclues par le Gouvernement belge avec d'autres pays.

J'ai la confiance, Messieurs, que l'acte du 12 juin 1928 pourra recevoir prochainement votre approbation.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

HYMANS.

Convention Consulaire entre la Belgique et la Pologne

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désirant déterminer les conditions d'admission dans leurs territoires respectifs des fonctionnaires consulaires ainsi que les droits, privilèges et immunités réciproques des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, ainsi que définir les pouvoirs de ceux-ci, ont résolu de conclure une Convention Consulaire, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, Son Ministre des Affaires Étrangères;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. M. Tytus Filipowicz, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; et

M. Venceslas BABINSKI, Directeur du Département consulaire au Ministère des Affaires Étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et les Agents Consulaires pourront être des fonctionnaires de carrière (*Consules missi*) ou bien des fonctionnaires *ad honorem* (*Consules electi*).

Chacune des Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, des Consuls, des Vice-Consuls ou des Agents Consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie. Les Parties contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires; cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Parties sans l'être également à toutes les Puissances.

ARTICLE 2.

Les Consuls de chacun des Pays contractants seront admis et reconnus dans l'autre Pays selon les règles et formalités en usage dans celui-ci, après avoir présenté leurs lettres de provisions.

Les lettres de provisions mentionneront la circonscription consulaire. Tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera notifié au Ministère des Affaires Étrangères de l'autre Partie. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions sera délivré aux Consuls sans retard et sans frais; sur la production dudit exequatur, l'autorité supérieure de leur circonscription consulaire prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leur mis-

sion officielle, les Consuls sont assurés de trouver auprès des autorités du pays de leur résidence l'appui le plus bienveillant.

ARTICLE 3.

Les Consuls de carrière, s'ils y sont autorisés par leur Gouvernement, pourront nommer des Agents Consulaires dans les ports, villes et places de leur circonscription consulaire respective. Ces Agents seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les a nommés. Ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier, et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente Convention. Ils n'entreront en fonctions qu'après y avoir été autorisés par le Ministre des Affaires Etrangères du pays de leur résidence.

ARTICLE 4.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du chef de poste (Consulat Général, Consulat Vice-Consulat ou Agence Consulaire), la personne désignée, conformément aux lois ou règlements du pays dont relevait ce chef de poste, pour remplacer celui-ci, sera reconnue de plein droit en cette qualité par les autorités locales.

Celles-ci devront lui prêter assistance et protection et lui assurer, pendant sa gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus aux titulaires du poste par la présente Convention.

ARTICLE 5.

Les Consuls et les Agents Consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de la maison où sont installés les bureaux du Consulat ou de l'Agence Consulaire, l'écusson du pays qu'ils représentent avec cette inscription : Consulat ou Agence Consulaire de Belgique (ou de Pologne), et arborer le pavillon de ce pays sur la maison consulaire aux jours des solennités publiques ainsi que dans les autres circonstances d'usage. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être considérées, comme étant l'indice d'un droit d'asile.

ARTICLE 6.

Les Chefs des postes consulaires de carrière (Consulats Généraux, Consulats, Vice-Consulats et Agences Consulaires) et les fonctionnaires de carrière du service consulaire (Consuls suppléants et adjoints, Vice-Consuls, Attachés et Secrétaires Consulaires, Chanceliers) citoyens de l'Etat qui les a nommés, jouiront dans l'autre Etat de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et logements militaires ainsi que des contributions directes, perçues au profit de l'Etat, des provinces et des communes, et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées en raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'Etat où lesdits agents exercent leurs fonctions.

Cependant, cette exemption ne pourra pas s'appliquer aux fonctionnaires précités qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce

quelconque, lesdits fonctionnaires devant, dans ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tous les étrangers dans les mêmes conditions.

Les privilèges et exemptions prévus ci-dessus s'appliquent également aux commis de chancellerie et employés de consulats qui, étant de carrière, sont ressortissants du pays qui les emploie et n'exercent aucun commerce ni industrie quelconque.

Les Consuls et Agents Consulaires honoraires seront exempts des logements militaires pour les locaux affectés à leur chancellerie et à leurs archives.

Pendant un délai de six mois à dater du jour de leur entrée en fonctions, les chefs de poste et les fonctionnaires de carrière du service consulaire mentionnés aux alinéas 1 et 3 du présent article, seront autorisés, en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Partie, à faire entrer, sans être astreints au paiement de droits de douane ou de taxes quelconques frappant l'importation, leur mobilier et les ustensiles de ménage qui étaient et demeurent à leur usage. Il est entendu que la présente disposition ne s'applique pas aux articles de consommation.

Les Chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier du présent article, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour des infractions qui, en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, sont punissables d'une peine privative de liberté, supérieure à une année, ou d'une peine plus grave.

En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation d'un chef de poste ou d'un fonctionnaire du service consulaire, désignés à l'alinéa premier du présent article, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation a eu lieu en informera sans délai le Représentant diplomatique de l'Etat dont relève ledit fonctionnaire consulaire.

Les Chefs de poste et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier du présent article, ne seront pas justiciables des tribunaux de l'Etat de leur résidence en raison des actes de leurs fonctions, accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par la présente Convention.

ARTICLE 7.

Les Chefs de postes et les fonctionnaires du service consulaire, énumérés à l'alinéa premier de l'article 6, devront déférer aux invitations qui leur seront adressées, sous forme de lettre officielle et sans menace de sanction pénale en cas de non comparution, par les tribunaux ou les magistrats compétents de l'Etat de leur résidence, à l'effet de comparaître comme témoins. Toutefois, le cas échéant, pour obtenir la remise de leur comparution à une date ultérieure rapprochée, ils pourront faire valoir comme motifs légitimes, des empêchements résultant de maladie ou de nécessités urgentes de service.

Ils pourront également, en opposant le secret d'Etat ou le secret professionnel, se refuser à déposer sur tous faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions, à produire des papiers, documents ou registres dont ils seraient détenteurs ou à se dessaisir de ces papiers, documents ou registres. Au cas

où l'autorité judiciaire n'admettrait pas le bien fondé de cette excuse ou de cette exception, elle devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard dudit fonctionnaire consulaire. Les difficultés qui surgiraient à cette occasion devront toujours être réglées par la voie diplomatique.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés ci-dessus, les chefs de poste et fonctionnaires du service consulaire seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'Etat de leur résidence.

ARTICLE 8.

Les archives consulaires seront en tout temps inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie. Ces livres, papiers et objets devront toujours être complètement séparés des documents privés ainsi que des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires respectifs.

Les locaux officiels des postes de carrière seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, pénétrer dans les locaux consulaires, à moins qu'il ne s'agisse de poursuivre une infraction, qui en vertu de la législation locale d'une région quelconque du pays de la résidence, est punissable d'une peine privative de liberté, supérieure à une année, ou d'une peine plus grave. Dans aucun cas elles ne pourront examiner ou saisir les papiers officiels qui s'y trouvent.

Il est bien entendu que les locaux consulaires ne pourront, dans aucun cas, servir de lieu d'asile.

ARTICLE 9.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacun des deux Etats contractants ont le droit de protéger et de défendre, en vertu du droit des gens et des usages internationaux, tous les droits et intérêts des ressortissants du pays qui les a nommés.

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités judiciaires et administratives de leur circonscription, en vue d'obtenir les renseignements et explications nécessaires; ils pourront aussi s'adresser à toutes les autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux conventions ou aux traités existants entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités locales de leur circonscription, ils ne pourraient avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout Représentant diplomatique de leur pays.

ARTICLE 10.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les dispositions légales ou réglementaires du pays qui les a nommés, le droit de délivrer aux ressortissants de ce pays des passeports et autres pièces d'identité, ainsi que de viser tous

passports, certificats d'origine ou de provenance de marchandises et autres pièces.

ARTICLE 11.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les dispositions légales ou réglementaires du pays qui les a nommés, le droit de légaliser les signatures des ressortissants de ce pays. Ces légalisations auront la même valeur que si elles étaient faites par les notaires ou par les autorités compétentes du pays de la résidence du Consul.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les dispositions légales ou réglementaires du pays qui les a nommés, le droit de légaliser les signatures des autorités ou des fonctionnaires de ce pays et du pays de leur résidence.

Ils seront également autorisés à certifier l'authenticité de documents établis par les autorités de pays tiers, mais intéressant leurs nationaux seulement.

ARTICLE 12.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties contractantes auront, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements du pays qui les a nommés, le droit de traduire toute espèce de documents émanant de particuliers ou d'autorités soit du pays dont ils relèvent, soit de celui où ils exercent leurs fonctions. Ces traductions, dûment signées et revêtues du sceau du Consulat, auront, dans chacun des deux pays, la même valeur que si elles avaient été faites par un traducteur assermenté du pays où elles doivent servir.

ARTICLE 13.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à se délivrer, sur demande, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de reconnaissance et de légitimation d'enfants naturels ainsi que des actes d'adoption, de mariage et de décès concernant les ressortissants de l'autre Partie.

Lesdites expéditions seront délivrées dans la forme usitée dans le pays où l'acte a été dressé et contre paiement des taxes prévues par les lois et règlements qui y sont en vigueur. Elles seront demandées et transmises par l'intermédiaire des Consuls et des Agences Consulaires de la Partie qui les a réclamées. Toutefois, leur délivrance s'effectuera sans frais quand elles seront réclamées pour usage administratif ou en faveur de personnes indigentes.

ARTICLE 14.

Les Consuls et les Agents Consulaires des Parties contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements de l'Etat qui les a nommés, de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit à bord des navires du pays dont ils relèvent, toutes déclarations que pourraient avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants ou tous autres ressortissants dudit Etat.

ARTICLE 15.

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître comme valables les actes notariés suivants, dressés sur son propre territoire par les Consuls ou Agents Consulaires de l'autre pays qui auront été investis par celui-ci de la compétence notariale :

1° Les testaments des ressortissants du pays dont relève l'agent qui a dressé l'acte;

2° Les contrats de mariage des ressortissants du pays dont relève l'agent qui aura dressé l'acte;

3° Les contrats de mariage de ressortissants du pays dont relève l'agent qui dresse l'acte et de femmes étrangères non ressortissantes du pays où l'acte est dressé;

4° Tous actes et contrats, autres que ceux indiqués au 1° et au 2° du présent article; concernant exclusivement des ressortissants du pays dont relève l'agent instrumentant ;

5° Tous actes et contrats concernant des ressortissants du pays dont relève l'agent instrumentant et des ressortissants ou autres habitants du pays où réside l'agent et même tous actes et contrats concernant exclusivement ces derniers, pourvu que, dans tous ces cas, ces actes ou contrats se rapportent à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire du pays qui a nommé le Consul ou l'Agent Consulaire.

La disposition figurant en tête du présent article ne s'applique pas aux actes et contrats mentionnés aux n° 2, 3 et 4 ci-dessus et qui ont pour objet l'acquisition ou la transmission de droits réels sur des biens-fonds ou des immeubles situés dans le pays où l'acte est dressé.

Les expéditions, copies ou extraits des actes dressés en vertu du présent article, dûment certifiés par le Consul ou l'Agent Consulaire compétent et revêtus du sceau du Consulat, feront foi et auront la même force probante, tant en Justice que hors Justice, soit en Belgique, soit en Pologne, que s'ils avaient été passés devant un notaire ou un autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois du pays dont relève le Consul ou l'Agent Consulaire et qu'ils aient été soumis, éventuellement, au timbre et à l'enregistrement ainsi qu'à toutes les formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Au cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité d'une expédition d'un acte dressé conformément au présent article, l'intéressé pourra exiger la confrontation avec l'original et assister à ce collationnement. Ce collationnement devra être effectué sans déplacement des minutes.

ARTICLE 16.

Jusqu'au moment où un accord complet et définitif sera intervenu entre les Parties contractantes en ce qui concerne les successions de leurs ressortissants délaissées sur le territoire de l'autre Pays, les dispositions suivantes seront appliquées :

1° En cas de décès de ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes doivent en donner

immédiatement avis au Consul ou Agent Consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu, et lui fournir en même temps, dans la mesure du possible, des renseignements concernant les noms et adresses des héritiers ainsi que sur l'exercice d'une disposition testamentaire.

Le Consul ou l'Agent Consulaire devra donner le même avis et fournir les mêmes renseignements aux autorités locales s'il a été informé le premier du décès.

Le Consul ou l'Agent Consulaire aura le droit, concurremment avec l'autorité locale compétente, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés ainsi qu'à la confection de l'inventaire. Toutefois, au cas où tout retard serait de nature à mettre en péril la succession, ladite autorité consulaire ou l'autorité locale aura le droit de procéder seule à l'accomplissement de ces opérations, à la condition d'en informer sans délai l'autre autorité afin d'assurer sa coopération dans la suite.

2° En cas d'absence ou d'incapacité des héritiers et à défaut d'exécuteurs testamentaires ou de mandataires spéciaux, le Consul ou l'Agent Consulaire aura le droit de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession mobilière et de se faire délivrer tous les éléments de cette succession dont les particuliers ou les autorités locales seraient détenteurs, et cela aux mêmes conditions que le défunt lui-même aurait pu en réclamer la remise.

Si l'intervention du Consul ou de l'Agent Consulaire était retardée pour une raison quelconque, l'autorité locale devrait prendre à l'égard de la succession mobilière les mesures nécessaires pour la conservation de celle-ci et faire part de ces mesures au Consul ou à l'Agent Consulaire compétent.

Les mesures prises par les autorités locales en vertu de l'alinéa précédent doivent être levées si le Consul ou l'Agent Consulaire le demande.

3° Le Consul devra garder en dépôt, pendant une période de quatre mois à compter du jour du décès du *de cuius*, tous les éléments de la succession mobilière dont il a pris possession. Le Consul pourra, toutefois, prélever immédiatement sur l'actif de la succession les sommes nécessaires pour payer les frais de justice, les droits et taxes consulaires, les frais à rembourser aux autorités locales, ainsi que ceux de la dernière maladie du défunt et des funérailles, les gages des domestiques, les loyers pour les derniers six mois et, en cas de nécessité, les frais d'entretien des membres de la famille du défunt.

Le Consul n'aura pas le droit de se dessaisir des objets faisant partie de la succession aussi longtemps que les droits fiscaux n'auront pas été payés et que les créances qui lui auront été produites à charge de la succession n'auront pas été liquidées ou dûment garanties. Cette obligation cessera si, dans les six mois qui suivront, le Consul n'est pas informé de ce que lesdites créances ont été reconnues par les héritiers ou approuvées par une décision judiciaire ou bien régulièrement produites devant l'autorité judiciaire compétente du lieu de résidence du Consul.

4° Pour toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des ressortissants de l'un des Etats dans l'autre, les Consuls seront autorisés à représenter de plein droit devant toute autorité les héritiers absents ou incapables, ressortissants du pays qui les a nommés, pour autant que ceux-ci n'aient pas institué d'autre mandataire. Ils seront ainsi officiellement reconnus comme représentants

de ces héritiers, sans être tenus de prouver leur mandat par une procuration spéciale.

Le Consul étant considéré comme représentant des héritiers, ne pourra être personnellement mis en cause devant les autorités locales relativement à toute affaire concernant la succession.

5° Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie au cas où un ressortissant de l'une des Parties contractantes possédant des biens sur le territoire de l'Autre viendrait à mourir en dehors dudit territoire.

6° Au cas où des ressortissants de l'une des Parties contractantes intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'Autre, seraient absents ou incapables et non représentés, le Consul ou l'Agent Consulaire de l'Etat dont ces héritiers sont ressortissants pourra, quelle que soit la nationalité du *de cuius*, agir comme représentant de ceux-ci sans avoir à produire aucune procuration spéciale. L'intervention du Conseil ou de l'Agent Consulaire ne sera plus admise dès que lesdits ayants droit seront présents ou représentés. Toutefois, cette disposition ne pourra porter atteinte aux droits reconnus par des traités aux fonctionnaires consulaires de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

7° En cas de succession de marin ou de passager de l'une des Parties contractantes décédé sur le territoire de l'Autre, soit à bord d'un navire, soit à terre, les Consuls du pays du défunt seront exclusivement compétents pour dresser les inventaires et faire les autres actes officiels nécessaires en vue de la conservation et de la liquidation de la succession.

Les salaires, appointements, valeurs et effets appartenant aux marins ou aux passagers ressortissants de l'une des Parties contractantes décédés à bord d'un navire de l'autre Partie seront remis, au port d'arrivée, au Consul du pays du défunt.

ARTICLE 17.

Les Consuls des deux Parties contractantes pourront signaler à l'autorité compétente du pays de leur résidence l'utilité d'organiser une tutelle en faveur de mineurs ressortissants de l'Etat dont relève le Consul, étant entendu que cette autorité reste seule juge de la décision à prendre.

ARTICLE 18.

Les Consuls et les Agents Consulaires de chacune des Parties contractantes auront le droit de porter secours et assistance aux navires de commerce et aux navires de guerre séjournant dans un port de leur circonscription consulaire et battant pavillon de l'Etat dont le Consul relève.

A cet effet, ils pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord de ces navires, après que ceux-ci auront été admis en libre pratique. En ce qui concerne les navires de commerce, ils pourront également interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'article 14 de la présente Convention, — les déclarations relatives à leurs voyages, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires de commerce.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif et les officiers et

agents de la douane du pays ne pourront, dans le port où réside un Consul ou un Agent Consulaire de l'un des deux Etats contractants, opérer à bord des navires de commerce de l'autre Partie ni arrestation (sauf en cas de flagrant délit), ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de douane ou de santé, ni procéder à d'autres devoirs nécessitant des moyens de contrainte, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le Consul ou l'Agent Consulaire de la Nation à laquelle le bâtiment appartiendra afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner en temps opportun au Consul ou à l'Agent Consulaire les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou les autorités administratives du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux Consuls et Agents Consulaires indiquera une heure précise et, si les Consuls et Agents Consulaires négligent de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront, toutefois, tenues d'informer sans délai le Consul ou l'Agent Consulaire de toute visite ou autre devoir officiel, auxquels il aurait été procédé en leur absence et dont il est question dans l'alinéa précédent; elles indiqueront, en même temps, les motifs de l'urgence. Elles agiront de même lorsque le Consul ou l'Agent Consulaire ne résidera pas dans le port.

ARTICLE 19.

Pour tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays, sous la condition expresse que tout privilège et toute faveur qui seraient accordés dans un port déterminé par l'une des Parties contractantes à ses propres navires marchands ou aux navires marchands d'une tierce Puissance, seront également accordés dans ces ports aux navires de l'autre Partie.

Les Consuls et Agents Consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands dudit Etat. Ils régleront eux-mêmes, conformément aux lois de celui-ci, les litiges de toute nature qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque le désordre survenu à bord des navires serait de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée. Même dans ce cas, les autorités locales en donneront avis, préalablement si faire se peut, au Consul ou Agent Consulaire compétent.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux Consuls et aux Agents Consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

ARTICLE 20.

Les Consuls et les Agents Consulaires pourront faire arrêter ainsi que renvoyer, soit à bord, soit dans leur patrie, les officiers, matelots et toute autre personne faisant partie, à quelque titre que ce soit des équipages des navires de commerce du pays qui les a nommés, qui auraient déserté sur le territoire de l'un des Etats contractants.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique de ceux-ci, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aura ni Consul, ni Agent Consulaire, la demande d'extradition pourra être adressée aux autorités locales par le commandant du navire, qui aura à observer les formalités prescrites ci-dessus.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté au cas où il serait prouvé que la personne réclamée est un ressortissant du pays de la résidence du Consul ou bien que le déserteur a commis à terre un crime ou un délit; dans ce dernier cas, l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera, en outre, auxdits fonctionnaires consulaires secours et assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, à la demande écrite et aux frais du Consulat ou de l'Agence Consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné au Consul ou à l'Agent Consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seraient remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Les Parties contractantes conviennent que les officiers et matelots ou autres individus de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils auront déserté (en outre, pour la Pologne, les ressortissants de la ville libre de Dantzig), seront soustraits aux stipulations du présent article.

ARTICLE 21.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des ressortissants de l'un des deux Pays contractants fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou les eaux intérieures de l'Autre, les autorités locales devront en avertir sans retard le Consul ou l'Agent Consulaire dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit. Les opérations relatives au sauvetage seront dirigées par les Consuls ou les Agents Consulaires.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls ou des Agents Consulaires

ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, dans ces différents cas, à la perception de taxes d'aucune sorte, ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dus en pareil cas par les navires de guerre ou de commerce nationaux ou par les navires appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les fonctions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et les effets sauvés ne pourront être assujettis au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

ARTICLE 22.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs ou assureurs, les avaries que des navires de commerce de l'un des deux Pays auront subies en mer (qu'ils entrent dans les ports respectifs soit volontairement, soit par relâche forcée) seront réglées par les Consuls ou les Agents Consulaires de leur Nation, à moins que des ressortissants du pays dans lequel résident lesdits Consuls ou Agents Consulaires ou des ressortissants d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries devront être réglées par l'autorité locale.

ARTICLE 23.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder, en outre, à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement consulaire comme en tout ce qui concerne l'exercice des fonctions consulaires et la jouissance des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs. Il est convenu, toutefois, qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires consulaires des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de même grade et de même catégorie de l'autre Partie.

ARTICLE 24.

Dans la présente Convention, il faut entendre par « Consuls » les Consuls Généraux, les Consuls et les Vice-Consuls, et par « Consulats », les Consulats Généraux, les Consulats et Vice-Consulats.

ARTICLE 25.

Toutes les dispositions de la présente Convention concernant les attributions des Consuls s'appliquent également aux Agents Diplomatiques des Par-

ties contractantes qui sont investis des fonctions consulaires. Une notification de l'octroi desdites fonctions sera faite à cet effet par l'agent diplomatique au Gouvernement du pays de sa résidence.

ARTICLE 26.

La présente Convention n'est pas applicable au Congo Belge; mais, après accord préalable avec le Gouvernement polonais, le Gouvernement belge pourra, à toute époque, étendre par simple notification cette Convention à sa Colonie.

ARTICLE 27.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

La présente Convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'une des Parties contractantes. Cette dénonciation ne produira ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 12 juin 1928.

T. FILIPOWICZ,
L. C.

HYMANS,
L. C.

Venceslas BABINSKI,
L. C.

(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 AUGUSTUS 1928.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Consulaire Overeenkomst gesloten
op 12 Juli 1928, tusschen België en Polen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer, volgens de bevelen des Konings, het bijgaande Wetsontwerp tot goedkeuring der Consulaire Overeenkomst gesloten op 12 Juni 1928 tusschen België en Polen, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Deze Overeenkomst, die voor doel heeft op positieve wijze de voorrechten, immuniteiten en bevoegdheden van de consulaire agenten der verdragssluitende partijen, alsmede de verplichtingen waaraan zij in de beide landen zullen onderworpen zijn te bepalen, stemt overeen, wat den grond betreft, met de overeenkomsten van denzelfden aard die reeds door de Belgische Regering met andere landen aangegaan werden.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat de akte van 12 Juni 1928 eerlang uwe goedkeuring zal kunnen wegdragen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

Consulaire Overeenkomst tusschen België en Polen

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN DE PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK, wenschend de voorwaarden waaronder de Consulaire ambtenaren in hunne respectieve grondgebieden toegelaten worden, alsmede de wederzijdsche rechten, voorrechten en immuniteiten der Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten vast te stellen en hunne macht te bepalen, hebben besloten eene Consulaire Overeenkomst te sluiten en hebben te dien einde tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Paul HYMANS, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken.

DE PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK :

Z. E. den Heer Tytus FILIPOWICZ, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen; en den Heer Venceslas BABINSKI, Bestuurder van het Consulaire Departement aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

Welke, na aan elkaar hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, over de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten kunnen beroepsambtenaars (*Consules missi*) of ambtenaars *ad honorem* (*Consules electi*) zijn.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal het recht hebben Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten te benoemen in de havens, steden en plaatsen der andere Partij. De Verdragsluitende Partijen behouden zich evenwel het recht voor, de plaatsen aan te wijzen waar het hun niet bevalt Consulaire ambtenaren toe te laten; dit voorbehoud mag niet worden toegepast op eene der Partijen zonder eveneens op al de Mogendheden van toepassing te zijn.

ARTIKEL 2.

De Consuls van ieder der Verdragsluitende Landen zullen in het andere land toegelaten en erkend worden volgens de aldaar van kracht zijnde regels, na hunne aanstellingsbrieven overgelegd te hebben.

De aanstellingsbrieven zullen de Consulaire omschrijving vermelden. Elke latere wijziging betreffende deze omschrijving zal aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken der andere Partij kenbaar gemaakt worden. Het noodige exequatur voor de vrije uitoefening van hun ambt zal zonder verwijl en zonder kosten aan de Consuls afgeleverd worden; op vertoon van gezegd exequatur, zal de hoogere overheid hunner consulaire omschrijving onmiddellijk de noodige maatregelen treffen

opdat zij hun ambtsplichten zouden kunnen vervullen en de daaraan verbonden immuniteiten en vrijstellingen genieten.

In de uitoefening van hun ambt en in de vervulling hunner officieele zending, hebben de Consuls de verzekering dat zij bij de overheden van het land hunner standplaats den meest welwillenden steun zullen vinden.

ARTIKEL 3.

Indien zij er door hunne Regeering toe gemachtigd zijn, mogen de Beroepsconsuls in de havens, steden en plaatsen hunner respectieve consulaire omschrijving Consulaire Agenten benoemen. Deze Agenten zullen voorzien worden van een brevet afgeleverd door den Consul die hen benoemd heeft. Zij zullen hun ambt uitoefenen onder het gezag en de verantwoordelijkheid van dezen laatste en zullen de door onderhavige Overeenkomst bepaalde voorrechten en immuniteiten genieten. Zij zullen slechts in dienst treden na er toe gemachtigd te zijn geweest door den Minister van Buitenlandsche Zaken van het land hunner standplaats.

ARTIKEL 4.

In geval van beletsel, afwezigheid of overlijden van het hoofd van den post (Consulaat-Generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap) zal de persoon die, overeenkomstig de wetten en reglementen van het land waarvan dit hoofd van een post afhing, aangewezen werd om dezen laatste te vervangen, van rechtswege door de plaatselijke overheden in deze hoedanigheid erkend worden.

Deze moeten hem bijstaan en bescherming verleen en hem gedurende zijn tijdelijk beheer het genot verzekeren der vrijstellingen, prerogatieven, immuniteiten en voorrechten welke door de onderhavige overeenkomst aan de titularissen van den post erkend worden.

ARTIKEL 5.

De Consuls en Consulaire Agenten zijn er toe gemachtigd boven de buitendeur van het huis waar de bureelen van het Consulaat of van het Consulair Agentschap gevestigd zijn het wapenschild te plaatsen van het land dat zij vertegenwoordigen met het volgende opschrift : Consulaat of Consulair Agentschap van België (of van Polen), alsook, op de dagen van openbare plechtigheden en in de andere gebruikelijke omstandigheden de vlag van dit land te hijschen. Het is wel verstaan dat deze uitwendige teekenen nimmer zullen mogen beschouwd worden als zijnde de aanduiding van een asilerecht.

ARTIKEL 6.

De Hoofden der consulaire posten van beroep (Consulaten-Generaal, Consulaten, Vice-Consulaten en Consulaire Agentschappen) en de beroepsambtenaren van den consulaire dienst (Plaatsvervangende en toegevoegde Consuls, Vice-Consuls, Consulaire Attaché's en Secretarissen, Kanseliers) burgers van den Staat die hen benoemd heeft, zullen in den anderen Staat vrijgesteld zijn van alle militaire opeischingen, dienstleveringen en inkwartiering alsmede van de rechtstreekse belastingen, gèind ten voordeele van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten en waarvan de inning geschiedt op naamlijsten, tenzij ze geheven wor-

den om reden van het bezit van onroerende goederen of op de interessen van een kapitaal gebruikt in den Staat waar gezegde agenten hun ambt uitoefenen.

Deze vrijstelling zal evenwel niet mogen toegepast worden op de bovengenoemde ambtenaren die een beroep, eene nijverheid of een handel, van welken aard ook, zouden uitoefenen; deze ambtenaren moeten, in zulk geval, onderworpen worden aan de betaling der taxen die door al de Vreemdelingen in dezelfde omstandigheden verschuldigd zijn.

De hierboven voorziene voorrechten en vrijstellingen zijn eveneens toepasselijk op de Kanselarijkerken en Konsulaatbedienden die, als zij beroepsagenten zijn, onderhoorigen zijn van het land dat hen gebruikt en geenerlei handel of nijverheid uitoefenen.

De Eereconsuls of honoraire Consulaire Agenten zullen vrijgesteld zijn van inkwartiering voor de lokalen bestemd voor hunne Kanselarij en hunne archieven.

Gedurende een termijn van zes maand te rekenen van den dag hunner indiensttreding, zullen de in alinea's 1 en 3 van dit artikel vermelde hoofden van een post en beroepsambtenaren van den consulaire dienst er toe gemachtigd zijn, wanneer zij hun post op het grondgebied der andere Partij vervoegen, hun mobilaair alsmede het huisgerief dat zij gebruiken en blijven gebruiken, te laten invoeren, zonder onderworpen te zijn aan de betaling van douane-rechten of van andere taxen op den invoer.

De Hoofden van een post en de ambtenaars van den consulaire dienst, genoemd in de eerste alinea van het onderhavig artikel, mogen niet in staat van preventieve aanhouding of gevangenzetting gesteld worden, uitgenomen voor misdrijven die, krachtens de plaatselijke wetgeving van het eene of andere gewest van het land der standplaats, met eene vrijheidsberooving van meer dan een jaar, of met een zwaardere straf kunnen gestraft worden.

In geval van gerechtelijke vervolging van aanhouding of van inbeschuldigingstelling van een hoofd van een post of van een ambtenaar van den consulaire dienst, vermeld in de eerste alinea van het onderhavig artikel, zal de Regeering van den Staat op wiens grondgebied de aanhouding of de inbeschuldigingstelling geschied is, zonder uitstel daarvan kennis geven aan den diplomatieken vertegenwoordiger van den Staat waarvan gezegde consulaire ambtenaar afhangt.

De Hoofden van een post en de ambtenaren van den consulaire dienst genoemd in de eerste alinea van dit artikel, zullen niet onderworpen zijn aan de rechtbanken van den Staat hunner standplaats uit hoofde van hunne ambtsverrichtingen, door hun vervuld binnen de perken der bevoegdheden die hun door de onderhavige Overeenkomst toegekend worden.

ARTIKEL 7.

De hoofden van posten en de ambtenaars van den consulaire dienst genoemd in de eerste alinea van artikel 6, dienen gehoor te geven aan de uitnodigingen die hun in den vorm van een officieelen brief en zonder bedreiging met strafmaatregelen in geval van niet verschijning, zullen toegezonden worden door de rechtbanken of de bevoegde magistraten van den Staat hunner standplaats ten einde als getuige te verschijnen. Echter, zullen zij in voorkomend geval, om hunne verschijning tot een lateren niet verwijderden datum te doen uitstellen, beletsels voortvloeiend uit ziekte of uit dringende dienstbehoefte als wettige redenen kunnen doen gelden.

Zij zullen eveneens, door het Staats- of het beroepsgeheim tegen te stellen, kunnen weigeren getuigenissen af te leggen nopens elk feit dat op de uitoefening van hun ambt betrekking heeft, papieren, documenten of registers waarvan zij houders zouden zijn over te leggen, of dergelijke papieren, documenten of registers af te staan.

In geval de rechterlijke overheid de gegrondheid van deze verontschuldiging of van deze uitneming niet zou aannemen, zal zij zich moeten onthouden van elken dwangmaatregel tegenover gezegden consulairen ambtenaar. De moeilijkheden die te dezer gelegenheid zouden ontstaan zullen altijd langs diplomatieken weg moeten geregeld worden.

Onder voorbehoud van de hierboven vermelde voorrechten en immuniteiten, zullen de hoofden van een post en de ambtenaars van den consulairen dienst, onder dezelfde voorwaarden als de onderhoorigen van het land zelf, zoowel in burgerlijke als in strafrechtelijke zaken, aan de rechtsmacht van de rechtbanken van den Staat hunner standplaats onderworpen zijn.

ARTIKEL 8.

Het Consulair archief is te allen tijde onschendbaar en de plaatselijke overheden mogen onder geen voorwendsel, de boeken, papieren en andere voorwerpen die er deel van uitmaken, onderzoeken noch in beslag nemen. Deze boeken, papieren en voorwerpen moeten altijd geheel en al afgescheiden zijn van de private documenten alsmede van de boeken en papieren betreffende den handel of de nijverheid die de respectieve consulaire ambtenaren zouden kunnen uitoefenen.

De officieele lokalen der beroepsposten zijn te allen tijde onschendbaar. De plaatselijke overheden mogen, onder geen voorwendsel, in de consulaire lokalen binnendringen tenzij het gaat om de vervolging van een misdrijf dat, krachtens de plaatselijke wetgeving van de eene of andere streek van het land der standplaats met een vrijheidsberooving van meer dan één jaar of met eene zwaardere straf, strafbaar is. In geen geval mogen zij de officieele papieren die er zich bevinden onderzoeken noch er beslag op leggen.

Het is wel verstaan dat de consulaire lokalen in geen geval als schuilplaats mogen dienen.

ARTIKEL 9.

De Consuls en de Consulaire Agenten van elk van beide verdragsluitende Staten hebben het recht al de rechten en belangen der onderhoorigen van het land dat hen benoemd heeft te beschermen en te verdedigen, krachtens het volkenrecht en de internationale gebruiken.

Te dien einde zullen zij zich tot al de rechterlijke en administratieve overheden van hunne omschrijving kunnen richten, om de noodige inlichtingen en uitleggingen te bekomen; zij zullen zich ook tot al de administratieve overheden van hunne omschrijving kunnen richten om bezwaar in te dienen tegen elke overtreding der tusschen beide landen bestaande overeenkomsten en verdragen en tegen elk misbruik waarover hunne landgenooten zouden te klagen hebben.

Mochten hunne bezwaren door de plaatselijke overheden van hunne omschrijving niet aanvaard worden, dan zouden zij rechtstreeks tot de Regeering van den Staat waarin zij verblijven, hunne toevlucht mogen nemen, doch enkel bij ontstentenis van elken diplomatieken Vertegenwoordiger van hun land.

ARTIKEL 10.

De Consuls en de Consulaire Agenten van elk der Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben, indien zij er toe gemachtigd zijn door de wettelijke of reglementaire beschikkingen van het land dat hen benoemd heeft, aan de onderhoorigen van dit land paspoorten en andere identiteitsbewijzen af te leveren, alsmede al de paspoorten, getuigschriften van oorsprong of herkomst van koopwaren en andere stukken te viseeren.

ARTIKEL 11.

De Consuls en de Consulaire Agenten van elk der Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben, indien zij er toe gemachtigd zijn door de wettelijke of reglementaire beschikkingen van het land dat hen benoemd heeft, de handteekeningen van de onderhoorigen van dit land echt te verklaren. Deze echtverklaringen zullen dezelfde waarde hebben als waren zij aangebracht door de notarissen of door de bevoegde overheden van het land der standplaats van den Consul.

De Consuls en de Consulaire Agenten van elk der Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben, indien zij er toegemachtigd zijn door de wettelijke of reglementaire beschikkingen van het land dat hen benoemd heeft, de handteekeningen van de overheden of van de ambtenaars van dat land en van het land hunner standplaats echt te verklaren.

Zij zullen er eveneens toe gemachtigd zijn de echtheid van documenten opge maakt door de overheden van derde landen maar waarbij slechts hunne landgenooten belang hebben, te bevestigen.

ARTIKEL 12.

De Consuls en de Consulaire Agenten van elk der Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben, indien zij er toe gemachtigd zijn door de wetten of reglementen van het land dat hen benoemd heeft, documenten van allen aard, uitgaande van particulieren of van overheden hetzij van het land waarvan zij afhangen, hetzij van het land waar zij hun ambt uitoefenen, te vertalen. Deze vertalingen behoorlijk onderteekend en bekleed met het zegel van het Consulaat, zullen, in elk van beide landen, dezelfde waarde hebben als waren zij gemaakt door een beëdigd vertaler van het land waar zij moeten dienen.

ARTIKEL 13.

De Verdragsluitende Partijen gaan wederzijds de verplichting aan, aan elkaar, op verzoek, behoorlijk echtverklaarde afschriften af te leveren der akten van geboorte, van erkenning en van wettiging van natuurlijke kinderen, alsmede der akten van aanneming, van huwelijk en van overlijden betreffende de onderhoorigen der andere Partij.

Gezegde afschriften zullen afgeleverd worden in den vorm die gebruikt wordt in het land waar de akte opgemaakt werd en tegen betaling der taxen voorzien door de wetten en reglementen die er van kracht zijn. Zij zullen aangevraagd en doorgezonden worden door de bemiddeling der Consulaten en der Consulaire Agentenschappen der Partij die ze gevorderd heeft. Zij zullen evenwel zonder kosten

afgeleverd worden wanneer zij voor administratief gebruik of ten voordeele van behoeftige personen aangevraagd zijn.

ARTIKEL 14.

De Consuls en de Consulaire Agenten der Verdragsluitende Staten zullen het recht hebben, indien zij er toe gemachtigd zijn door de wetten en de reglementen van den Staat die hen benoemd heeft, alle verklaringen te ontvangen, hetzij in hunne Kanselarij hetzij aan boord der schepen van het land waarvan zij afhangen, die de Kapiteins, de leden der bemanning, de passagiers, de handelaars of alle andere onderhoorigen van gezegden Staat zouden kunnen af te leggen hebben.

ARTIKEL 15.

Ieder der Verdragsluitende Partijen gaat de verplichting aan, de volgende notarieele akten, opgemaakt op haar eigen grondgebied door de Consuls of Consulaire Agenten van het andere land die door dit laatste met de notarieele bevoegdheid bekleed werden, als geldig te erkennen :

1° De testamenten der onderhoorigen van het land waarvan de agent die de akte heeft opgemaakt, afhangt;

2° De huwelijkscontracten der onderhoorigen van het land waarvan de agent die de akte heeft opgemaakt, afhangt;

3° De huwelijkscontracten van onderhoorigen van het land waarvan de agent die de akte opmaakt, afhangt, en van vreemde vrouwen die geen onderhoorigen zijn van het land waar de akte wordt opgemaakt;

4° Alle akten en contracten, andere dan deze welke onder 1° en onder 2° van het onderhavig artikel vermeld zijn, en die uitsluitend betrekking hebben op onderhoorigen van het land waarvan de instrumenteerende agent afhangt;

5° Alle akten en contracten die betrekking hebben op onderhoorigen van het land waarvan de instrumenteerende agent afhangt, en op onderhoorigen of andere inwoners van het land waar de agent verblijft, en zelfs alle akten en contracten die uitsluitend op deze laatsten betrekking hebben, op voorwaarde dat, in al deze gevallen, deze akten of contracten betrekking hebben op goederen die gelegen of op zaken die te behandelen zijn op het grondgebied van het land dat den Consul of den Consulaire Agent benoemd heeft; de beschikking die vooraan in dit artikel voorkomt, is niet toepasselijk op de akten en contracten vermeld onder de bovenstaande n^{rs} 2, 3 en 4, en die als voorwerp hebben de verwerving of de overdracht van zakelijke rechten op grondbezit of onroerende goederen gelegen in het land waar de akte wordt opgemaakt.

De uitgiften, afschriften of uittreksels der krachtens het onderhavig artikel opgemaakte akten, behoorlijk gelijkvormig verklaard door den bevoegden Consul of Consulaire Agent en voorzien van het zegel van het Consulaat, zullen rechtsgeldig zijn, en zij zullen dezelfde bewijskracht hebben, zoowel vóór het gerecht als daarbuiten, hetzij in België, hetzij in Polen, als waren zij vóór een notaris of een anderen openbaren ambtenaar van een der beide landen verleden, op voorwaarde dat deze akten opgemaakt werden in de vormen vereischt door de wetten van het land waarvan de Consul of de Consulaire Agent afhangt, en dat zij eventueel onderworpen geweest zijn

aan het zegel en aan de registratie alsook aan al de formaliteiten die daaromtrent gelden in het land waar de akte hare uitvoering moet krijgen.

Ingeval er twijfel zou ontstaan over de echtheid van een afschrift eener akte opgemaakt overeenkomstig dit artikel, zal de belanghebbende de vergelijking met het oorspronkelijk document mogen eischen en bij de collationneering aanwezig zijn. Deze collationneering zal moeten geschieden zonder verplaatsing der minuten.

ARTIKEL 16.

Tot op het oogenblik dat een volledig en definitief akkoord tusschen de Verdragsluitende Partijen zal gesloten zijn betreffende de nalatenschappen hunner onderhoorigen achtergelaten op het grondgebied van het andere Land, zullen de navolgende beschikkingen toegepast worden :

1^o In geval van overlijden van onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij, moeten de bevoegde plaatselijke overheden er onmiddellijk kennis van geven aan den Consul of den Consulaire Agent in wiens rechtsgebied het overlijden gebeurd is, en hem terzelfder tijd, in de mate van het mogelijke, inlichtingen verschaffen, betreffende de namen en adressen der erfgenamen alsmede nopens het bestaan van eene uiterste wilsbeschikking.

De Consul of de Consulaire Agent zal hetzelfde bericht en dezelfde inlichtingen moeten geven aan de plaatselijke overheden indien hij het eerst van het overlijden kennis gekregen heeft.

De Consul of de Consulaire Agent zal het recht hebben, samen met de bevoegde plaatselijke overheid, over te gaan tot het leggen en het lichten der zegels alsook tot het opmaken van den inventaris. Ingeval echter elke verdraging van aard zou zijn de nalatenschap in gevaar te brengen, zal gezegde consulaire overheid of de plaatselijke overheid het recht hebben alleen over te gaan tot het vervullen dezer verrichtingen, op voorwaarde daarvan zonder verwijl kennis te geven aan de andere overheid, opdat deze in het vervolg hare medewerking zou verleen.

2^o In geval van afwezigheid of van onbekwaamheid der erfgenamen en bij ontstentenis van testamentuitvoerders of van bijzondere lasthebbers, zal de Consul of de Consulaire Agent het recht hebben al de daden te stellen die voor de bewaring en het beheer der roerende nalatenschap noodig zijn, en zich al de bestanddeelen dezer nalatenschap te doen afleveren die in het bezit zouden zijn van de particulieren of van de plaatselijke overheden, en dit onder dezelfde voorwaarden waaronder de overledene zelf er de afgifte had kunnen van aanvragen.

Mocht de tusschenkomst van den Consul of van den Consulaire Agent om de eene of de andere reden uitgesteld worden, dan zou de plaatselijke overheid ten opzichte der roerende nalatenschap de noodige maatregelen moeten treffen voor dezer bewaring, en van deze maatregelen kennis geven aan den bevoegden Consul of Consulaire Agent.

De maatregelen genomen door de plaatselijke overheden krachtens de voorafgaande alinea, moeten ingetrokken worden indien de Consul of de Consulaire Agent zulks aanvraagt.

3^o De Consul moet, gedurende een tijdperk van vier maanden te rekenen van den dag van het overlijden van den *deujus*, al de bestanddeelen der

door hem in bezit genomen roerende nalatenschap in bewaring houden. De Consul heeft evenwel het recht onmiddellijk van het actief der nalatenschap de sommen af te houden die noodig zijn ter betaling der gerechtskosten, der consulaire rechten en taxen, der kosten die aan de plaatselijke overheden moeten terugbetaald worden, alsmede van deze van laatste ziekte en begrafenis van den overledene, der loonen der diensthouden, der huren voor de laatste zes maanden en, indien noodig, der kosten van onderhoud der familieleden van den overledene.

De Consul heeft het recht niet de voorwerpen die van de nalatenschap deel uitmaken af te staan zoolang de fiscale rechten niet betaald en de schuldvorderingen die hem ten laste der nalatenschap overgelegd werden niet vereffend of behoorlijk gewaarborgd zijn. Deze verplichting vervalt indien de Consul binnen de zes volgende maanden geen bericht ontvangt dat gezegde schuldvorderingen door de erfgenamen erkend of bij gerechtelijke beslissing goedgekeurd werden, of dat zij overeenkomstig de geldende regels aan de bevoegde rechterlijke overheid van de standplaats van den Consul overgelegd werden.

4° Voor al de kwesties waartoe de opening, het beheer en de vereffening der nalatenschappen van onderhoorigen van een der Staten in den anderen kan aanleiding geven, zijn de Consuls er toe gemachtigd van rechtswege, en vóór elke overheid, de afwezige of onbekwame erfgenamen, onderhoorigen van het land dat hen benoemd heeft, te vertegenwoordigen, voor zooverre eerstgenoemden geen anderen lasthebber aangesteld hebben. Zij zullen aldus officieel als vertegenwoordigers dezer erfgenamen erkend worden zonder verplicht te zijn door eene bijzondere volmacht van hun mandaat te doen blijken.

Daar de Consul beschouwd wordt als vertegenwoordiger der erfgenamen, kan hij niet persoonlijk vóór de plaatselijke overheden betrokken worden bij om het even welke zaak die op de nalatenschap betrekking heeft.

5° De Beschikkingen der voorafgaande paragrafen zijn bij analogie toepasselijk op het geval waarin een onderhoorige van een der Verdragsluitende Partijen die goederen bezit op het grondgebied der andere, buiten gezegd grondgebied zou komen te sterven.

6° Ingeval onderhoorigen van eene der Verdragsluitende Partijen, die belangen hebben in eene op het grondgebied der andere opgevallen nalatenschap, afwezig of onbekwaan en niet vertegenwoordigd zouden zijn, dan zal de Consul of de Consulaire Agent van den Staat waarvan deze erfgenamen onderhoorigen zijn, welke ook de nationaliteit van den overledene weze, mogen handelen als vertegenwoordiger van deze laatsten zonder eenige bijzondere volmacht te moeten overleggen. De bemiddeling van den Consul of van den Consulaire Agent zal niet meer aangenomen worden zoodra gezegde rechthebbers aanwezig of vertegenwoordigd zullen zijn. Deze beschikking mag evenwel geen afbreuk doen aan de rechten die door verdragen toegekend werden aan de Consulaire ambtenaren van den Staat waarvan de overledene onderhoorige was.

7° Ingeval het gaat over de nalatenschap van een zeeman of van een passagier van eene der Verdragsluitende Partijen overleden op het grondgebied der andere Partij, hetzij aan boord van een schip, hetzij aan wal, zullen de Consuls van het land van den overledene uitsluitend bevoegd zijn om de

inventarissen op te maken en de andere officieele handelingen te doen die noodig zijn voor de bewaring en de vereffening der nalatenschap.

De salarissen, bezoldigingen, waarden en goed toebehoorend aan zeelieden of passagiers onderhoorigen van een der Verdragsluitende Partijen die aan boord van een schip der andere Partij overleden zijn, zullen in de haven van aankomst aan den Consul van het land van den overledene overhandigd worden.

ARTIKEL 17.

De Consuls der beide Verdragsluitende Partijen mogen aan de bevoegde overheid van het land hunner standplaats de wenschelijkheid aantonen eene voogdij in te stellen ten voordeele van minderjarigen die onderhoorigen zijn van den Staat waarvan de Consul afhangt, met dien verstande dat deze overheid alleen meester blijft over de te nemen beslissing.

ARTIKEL 18.

De Consuls en Consulaire Agenten van ieder der Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben hulp en bijstand te verleen en aan de koopvaardij- en de oorlogsschepen die in een haven hunner consulaire omschrijving verblijven en de vlag voeren van den Staat waarvan de Consul afhangt.

Te dien einde zullen zij persoonlijk aan boord dezer schepen mogen gaan of er afgevaardigden heenzenden nadat gezegde schepen in vrij verkeer zullen toegelaten zijn. Wat de koopvaardij- en de oorlogsschepen betreft, zullen zij eveneens de kapiteins en de bemanning mogen ondervragen, de scheepspapieren onderzoeken, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 dezer Overeenkomst de verklaringen ontvangen aangaande hunne reizen, hunne bestemming en de incidenten der vaart, alsook de manifesten opmaken en de afreis van gezegde koopvaardij- en de oorlogsschepen vergemakkelijken.

De ambtenaren der rechterlijke en bestuurlijke orde, alsook de officieren en agenten der douane van het land mogen, in de haven waar er een Consul of een Consulaire Agent van een der Verdragsluitende Partijen verblijft, aan boord der koopvaardij- en de oorlogsschepen der andere Partij tot geene aanhouding overgaan (tenzij in geval van ontdekking op heeterdaad), noch andere opzoekingen of onderzoeken doen dan de gewone douane- of gezondheidsonderzoeken, noch andere plichten vervullen waartoe dwangmiddelen noodzakelijk zijn, zonder op voorhand of, in dringende gevallen, op het oogenblik zelf van het onderzoek den Consul of den Consulaire Agent van het land waaraan het schip toebehoort te verwittigen, opdat hij het onderzoek zou kunnen bijwonen. Zij zullen ook ten gepasten tijde aan den Consul of aan den Consulaire Agent de noodige berichten moeten geven opdat hij de verklaringen zou kunnen hooren die de Kapiteins en de bemanningen vóór de rechtbanken of de administratieve overheden van het land zouden af te leggen hebben.

De uitnodiging die in de bovengemelde gevallen aan de Consuls en aan de Consulaire Agenten moet toegezonden worden, zal een juist uur opgeven en, indien de Consuls en de Consulaire Agenten verwaarloozen persoonlijk te verschijnen of zich door een afgevaardigde te laten vertegenwoordigen, dan zal er in hun afwezigheid tot de werkzaamheden overgegaan worden. De bevoegde plaatselijke overheden zullen er nochtans toe gehouden zijn zonder verwijl den Consul of den Consulaire Agent op de hoogte te brengen van

elk onderzoek of van elke officieele ambtsverrichting waartoe er zou overgegaan zijn gedurende zijn afwezigheid en waarvan er sprake is in de voorafgaande alinea; zij zullen terzelfder tijd de redenen der hoogdringendheid opgeven. Zij zullen hetzelfde doen wanneer de Consul of de Consulaire Agent niet in havenstad verblijft.

ARTIKEL 19.

Voor al wat betrekking heeft op de politie der havens, het laden en lossen der koopvaardijochepen en de veiligheid der waren, goederen en voorwerpen, dienen de wetten, verordeningen en reglementen van het land toegepast te worden, onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat elk voorrecht en elke gunst die in een bepaalde haven door een der Verdragssluitende Partijen aan zijn eigen koopvaardijochepen of aan deze eener derde Mogendheid zouden verleend worden, eveneens in die haven aan de schepen der andere Partij zullen toegekend worden.

De Consuls en Consulaire Agenten zullen, binnen de grenzen voorzien door de wetgeving van den Staat die hen benoemd heeft, uitsluitend belast zijn met het handhaven der inwendige orde aan boord der koopvaardijochepen van gezegden Staat. Zij zullen zelf, overeenkomstig de wetten van dezen laatste, de geschillen van allen aard regelen die zouden ontstaan tusschen de Kapiteins, de officieren en de matrozen dezer schepen, en vooral deze betreffende de soldij en de vervulling der wederzijds aangegane verbintenissen.

De plaatselijke overheden zullen slechts mogen tusschenbeide komen wanneer de aan boord der schepen ontstane wanordelijkheden van aard zouden zijn de openbare rust te land of in de haven te storen, of wanneer een persoon die niet tot de bemanning behoort er bij zou betrokken zijn. Zelfs in dit geval zullen die plaatselijke overheden, zoo mogelijk op voorhand, daarvan aan den bevoegden Consul of Consulaire Agent kennis geven.

In alle andere gevallen zullen de hooger vermelde overheden er zich bij bepalen aan de Consuls en aan de Consulaire Agenten hun steun te verleenen, indien zij er door deze laatsten om verzocht worden, ten einde hun de vervulling van hun ambt te vergemakkelijken.

ARTIKEL 20.

De Consuls en de Consulaire Agenten zullen het recht hebben de officieren, matrozen en elken anderen persoon die, te welken titel ook, deel uitmaakt van de bemanning der koopvaardijochepen van het land die hen benoemd heeft, en die op het grondgebied van een der Verdragssluitende Staten zouden gedeseerteerd hebben, te doen aanhouden en, hetzij aan boord hetzij naar hun vaderland terug te doen zenden.

Te dien einde zullen zij zich schriftelijk moeten wenden tot de bevoegde plaatselijke overheden en bewijzen, door het overleggen der scheepsregisters of van de monsterrol of, bij ontstentenis dezer documenten, van een authentiek uittreksel daarvan, dat de teruggevorderde personen werkelijk van de bemanning deel uitmaakten. In de plaatsen waar er noch Consul noch Consulaire Agent is, mag de aanvraag tot uitlevering aan de plaatselijke overheden gezonden worden door den bevelhebber van het schip, die de hierboven

Na indiening van deze aldus gerechtvaardigde aanvraag, zal de overlevering der deserteurs niet mogen geweigerd worden, uitgenomen ingeval het bewezen zou zijn dat de opgeëischte een onderhoorige is van het land der standplaats van den Consul, of wanneer de deserteur aan land een misdad of misdrijf begaan heeft; in dit laatste geval zal de plaatselijke overheid de overlevering kunnen uitstellen totdat de rechtbank uitspraak gedaan heeft en deze hare volledige uitvoering gekregen heeft. Bovendien moet er aan gezegde Consulaire Ambtenaren alle hulp en bijstand worden verleend voor de opzoeking en de aanhouding dezer deserteurs, die naar de gevangnissen van het land zullen overgebracht worden en er, op schriftelijke aanvraag en op kosten van het Consulaat of van het Consulaire Agentschap, zullen gehouden worden tot op het oogenblik dat zij aan boord van een nationaal schip weer opgenomen worden of totdat zij aan eene gelegenheid voordoet om hen te repatriëeren. Indien, evenwel, deze gelegenheid zich niet voordeed binnen de twee maand, te rekenen van den dag der aanhouding, of indien de kosten hunner opsluifing niet regelmatig betaald werden, zullen gezegde deserteurs, mits er drie dagen op voorhand een bericht aan den Consul of Consulaire Agent verstrekt wordt, in vrijheid gesteld worden zonder voor dezelfde zaak opnieuw te mogen aangehouden worden.

De Verdragssluitende Partijen komen overeen dat de officieren en matrozen of andere leden der bemanning, onderhoorigen van het land waarin zij gedeseerteerd hebben (bovendien, voor Polen, de onderhoorigen der vrije stad Dantzig), niet onder toepassing vallen der bepalingen van het onderhavig artikel.

ARTIKEL 21.

Wanneer een schip toebehoorend aan de Regeering of aan onderhoorigen van een der Verdragssluitende landen schipbreuk lijdt of strandt op de kust, in eene haven of in de binnenwateren der andere Partij, dienen de plaatselijke overheden zonder verwijl daarvan kennis te geven aan den Consul of aan den Consulaire Agent in wiens omschrijving de ramp heeft plaats gehad. De verrichtingen betreffende de redding zullen door de Consuls of de Consulaire Agenten geleid worden.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden zal enkel plaats hebben om Consulaire ambtenaren bij te staan, de orde te handhaven, de belangen der aan de bemanning vreemde redders te waarborgen, de uitvoering te verzekeren der beschikkingen die dienen te worden nagekomen voor den in- en uitvoer der geredde waren, alsmede voor de vrijwaring der algemeene belangen van de scheepvaart.

In de afwezigheid en tot de aankomst der Consuls of Consulaire Agenten of van hunne afgevaardigden, zullen de plaatselijke overheden al de noodige maatregelen moeten nemen met het oog op de bescherming der personen en de bewaring der voorwerpen die bij de schipbreuk gered werden.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden zal, in deze verschillende gevallen, tot het innen van geenerlei kosten aanleiding geven, noch tot terugbetaling van andere kosten dan deze veroorzaakt door de reddingswerken of door de bewaring der geredde voorwerpen en van deze welke in een dergelijk geval zouden verschuldigd zijn door de nationale oorlogs- of koop-

vaardijsschepen of door de schepen toebehoorend aan de meestbegunstigde natie.

In geval van twijfel nopens de nationaliteit der schepen die schipbreuk geleden hebben, vallen de in onderhavig artikel vermelde verrichtingen uitsluitend onder de bevoegdheid der plaatselijke overheid. De geredde waarden en voorwerpen mogen aan de betaling van geenerlei douanerecht onderworpen worden, tenzij zij voor binnenlandsch verbruik bestemd zijn.

ARTIKEL 22.

Telkens als er geene tegenovergestelde bepalingen bestaan tusschen de reeders, bevrachters of verzekeraars, zal de averij die koopvaardijsschepen van een der beide landen in zee zullen geleden hebben (hetzij zij vrijwillig of gedwongen de respectieve havens binnenloopen) geregeld worden door de Consuls of de Consulaire agenten hunner natie, tenzij onderhoorigen van het land waarin gezegde Consuls of Consulaire Agenten verblijven of onderhoorigen van een derde Mogende bij deze averij belangen zouden hebben. In dit geval, en bij ontstentenis van een minnelijke schikking tusschen al de belanghebbende partijen, zal de averij door de plaatselijke overheden moeten geregeld worden.

ARTIKEL 23.

Ieder der Verdragsluitende Partijen gaat de verplichting aan bovendien aan de andere Partij in zake Consulaire vestiging, evenals in zake uitoefening van het consulaire ambt en het genot der vrijstellingen, rechten, voorrechten, immuniteiten en eerbewijzen de behandeling der meestbegunstigde natie te verleen. Er is evenwel overeengekomen dat geene der Verdragsluitende Partijen het voordeel zal kunnen inroepen dat voortspruit uit de clause der meestbegunstigde natie om ten voordeele van hare consulaire ambtenaren andere of meer uitgebreide vrijstellingen, rechten, voorrechten, immuniteiten en eerbewijzen op te eischen dan deze welke door haar zelf aan de Consulaire Ambtenaren van hetzelfde graad en dezelfde categorie der andere Partij verleend worden.

ARTIKEL 24.

In deze overeenkomst moet men door « Consuls » verstaan, de Consuls-Generaal, de Consuls en de Vice-Consuls, en door « Consulaten » de Consulaten-Generaal, de Consulaten en Vice-Consulaten.

ARTIKEL 25.

Al de beschikkingen dezer Overeenkomst betreffende de bevoegheden der Consuls, zijn eveneens van toepassing op de Diplomatieke Agenten der Verdragsluitende Partijen die met het Consulaire ambt bekleed zijn. Te dien einde zal er door den diplomatieken agent van het verleen van dit ambt kennis worden gegeven aan de Regeering van het land zijner standplaats.

ARTIKEL 26.

De onderhavige Overeenkomst is niet toepasselijk op Belgisch Congo; nochtans zal de Belgische Regeering, in gemeen overleg met de Poolse Regeering, de voorgescreven formaliteiten dient na te leven.

ring, te allen tijde, door eene eenvoudige kennisgeving, deze Overeenkomst tot hare Kolonie kunnen uitbreiden.

ARTIKEL 27.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen er van zullen zoo spoedig mogelijk te Warschau uitgewisseld worden. Zij zal in werking treden een maand na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen.

Deze Overeenkomst zal in werking blijven zoolang zij niet zal opgezegd zijn door eene der Verdragsluitende Partijen. Deze opzegging zal eerst na het verstrijken van een termijn van zes maanden haar uitwerking hebben.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden deze Overeenkomst onderteekend en ze met hun stempels bekleed hebben.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, den 12 Juni 1928.

T. FILIPOWICZ,

(Stempel.)

HYMANS,

(Stempel.)

Venceslas BABINSKI,

(Stempel.)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention Consulaire, conclue le 12 juin 1928, entre la Belgique et la Pologne.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention Consulaire conclue le 12 juin 1928, entre la Belgique et la Pologne sortira son plein et entier effet.

Donné à Matadi, le 13 août 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Consulaire Overeenkomst, gesloten den 12 Juni 1928, tusschen België en Polen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is belast in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Consulaire Overeenkomst gesloten, den 12^e Juni 1928, tusschen België en Polen zal haar geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Matadi, den 13^e Augustus 1928.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.